

POUR UNE TELEVISION EDUCATIVE POPULAIRE

Mémoire de l'ICEA présenté à la Régie des services publics
relativement à l'approbation du Plan de programmation de
Radio-Québec pour 1980-1981.

1er octobre 1980

1 - INTRODUCTION

Etant donné le contexte très particulier de ces audiences, il nous faut dans un premier temps préciser le sens de notre intervention. L'ICEA a beaucoup hésité à se présenter à ces audiences dont le sens et la portée ne nous apparaissent pas très clairs et pour cause. Tout d'abord, on s'interroge sur le sérieux de cette démarche qui consiste formellement à approuver un plan de programmation alors que celle-ci est déjà en opération depuis plusieurs mois et que ses produits sont même déjà en ondes.

On se demande aussi sur quoi se baser pour juger si telle émission prévue pour cette année aura ou non une portée éducative. Le plan de programmation qui nous a été soumis à cet effet est beaucoup trop vague en plus d'être incomplet.

En effet, la description des émissions ne permet aucunement de nous faire une idée précise de leur contenu et valeur éducative alors que plusieurs émissions prévues pour cette année n'y sont pas mentionnées (La série Planète sur les ethnies 46x30 - les émissions régionales 49x30 - Robert Garry raconte 39x30 - Les Juifs 3x60 - Histoire des mouvements ouvrier et populaire 13x30 Le prix Louis-Philippe Kammans).

Si on ajoute à celà le fait que plusieurs de celles prévues sont coupées ou annulées, on se demande alors quel plan on doit approuver? Chose certaine, celui que nous avons devant les yeux, compte tenu des oublis et des coupures n'a plus aucune signification.

Qu'est-ce qui fait qu'une émission est éducative?

A la liste de ces conditions très défavorables s'ajoute le problème de l'absence de critères pour évaluer la nature d'une émission éducative (juger du caractère éducatif ou pas d'une émission). La difficulté d'identifier des critères ici est d'autant plus grande que l'on a affaire non pas à une télévision scolaire mais à une télévision dite éducative au sens large. La télévision, comme on le sait, qu'elle ait ou pas un caractère explicitement éducatif demeure une école parallèle dont l'influence est de plus en plus déterminante au niveau de la formation des opinions et des modes de vie. Au dire des auditeurs mêmes de Radio-Québec, c'est encore avec Radio-Canada qu'ils apprennent davantage (réf.: Plan de programmation 1980-1981, p. 17). Il devient donc très difficile de trancher entre ce qui est éducatif et ce qui ne l'est pas. Indépendamment du jugement que l'on peut porter sur la valeur du contenu éducatif véhiculé, on peut se demander avec pertinence si l'influence des téléromans sur le mode de vie qu'adoptent les gens, n'est pas beaucoup plus grande que celle d'émissions du type "Manger comme du monde", où là l'intention "d'éduquer" est évidente. La situation devient encore plus confuse depuis que Radio-Québec met à l'horaire des émissions d'affaires publiques et des films. Si on exclut les actualités télévisées, les quizz et les émissions sportives, on constate que la grille de programmation de Radio-Québec se rapproche de plus en plus de celle des autres chaînes.

Cette année la ressemblance sera encore plus évidente, car lorsque l'on regarde de plus près le type des émissions qui ont été victimes d'annulation, de report ou de coupure cette année, on constate que se sont en général des émissions à caractère plus explicitement éducatif. Ainsi, les séries qui ont été soit annulées soit reportées à l'année prochaine sont: J'ai une histoire (26x30min. sur l'histoire du Québec); Nova (une série sur la science - 10x60); L'Histoire des mouvements ouvrier et populaire (13x30); L'Humour québécois (65x15). Quant aux séries qui ont été coupées, ce sont surtout des séries à caractère éducatif traitant de la vie quotidienne: Au jour le jour (sur la santé physique et mentale - qui passe de 39x30 à 26x30); Voyons donc (sur les stéréotypes et rôles sexuels - de 26x30 à 13x30); Ecoute donc quand j'te parle (sur le dialogue parents/adolescents - de 26x30 à 13x30); la série pour les adolescents (de 39x60 à 6x60); les dossiers-maison (de 10x60 à 2x60). Les autres séries qui ont subi des coupures traitent toutes de la réalité québécoise: Spectacles québécois (de 21x60 à 10x60); Théâtre québécois (de 5x90 à 1x90); Visage (de 39x30 à 22x30).

Les coupures semblent donc plus significatives de l'orientation actuelle de Radio-Québec que le plan de programmation lui-même puisque plusieurs des séries coupées renvoient précisément aux priorités que Radio-Québec énumère dans son plan, nous y reviendrons plus loin.

Si nous avons décidé d'intervenir malgré ce contexte défavorable dont nous venons de faire état, c'est essentiellement parce que ces audiences peuvent être l'occasion de faire le point sur l'évolution de la télévision éducative avec Radio-Québec. Notre intervention va donc déborder de beaucoup le cadre d'une évaluation plus ou moins formelle du caractère éducatif de telle ou telle émission. Nous espérons toutefois que ces propos contribueront à identifier quelques critères pouvant clarifier et préciser la conception que l'on peut se faire de la télévision éducative.

2 - UN BREF HISTORIQUE, OU LA CONCEPTION DE LA TELEVISION EDUCATION DE RADIO-QUEBEC

Radio-Québec est la seule télévision de masse au Québec à avoir été l'objet d'une intervention populaire significative en vue de l'amener à se démocratiser. En 1973, Radio-Québec se présentait au CRTC pour demander un permis d'exploitation. A cette fin l'ORTQ avait préparé un plan triennal de développement. Ce plan élaboré en vase clos, proposait aux Québécois un projet de télévision éducative qui était une copie conforme à la télévision de masse traditionnelle, autoritaire et centralisée. Après avoir connu des expériences novatrices comme TEVEC et les télévisions communautaires, la déception était grande! Aussi des organismes populaires et l'ICEA décidèrent de contester cette orientation. Radio-Québec

en tant que télévision éducative d'Etat financé entièrement avec les deniers publics devait devenir un instrument non pas de diffusion mais de démocratisation de l'éducation, de développement culturel et de communication véritable entre les mains des Québécois.

Ces organismes et l'ICEA réclamèrent sans succès pendant 2 ans un débat public sur l'orientation de Radio-Québec. Devant le refus des autorités concernées, l'ICEA organisa une campagne de sensibilisation sur l'orientation de Radio-Québec et soumit à la discussion des groupes populaires en région une critique de l'orientation de Radio-Québec et des pistes de solutions. Ces rencontres régionales ont permis aux agents du milieu d'amorcer une réflexion sur le rôle des médias de masse et sur la nécessité de les démocratiser. Ils ont poursuivi leur réflexion, analysé leur situation, identifié leurs besoins et lorsque Radio-Québec s'est enfin décidé à faire une consultation populaire, les organismes du milieu avaient des idées assez précises sur la façon dont Radio-Québec devait s'orienter pour répondre à leurs besoins et aspirations; aussi les audiences ont donné lieu à un large consensus:

Une même conception de la télévision éducative

Pour tous il était clair que la télévision de masse centralisée et unidirectionnelle était incompatible avec le mandat éducatif de Radio-Québec. En effet, un des principes pédagogiques élémentaires en éducation des adultes consiste précisément dans la nécessité de partir des besoins, des préoccupations concrètes. Dans

le flot d'informations et de communications qui nous est déversé chaque jour, l'adulte opère une sélection en fonction de son vécu et des problèmes concrets auxquels il est confronté dans sa vie personnelle et par rapport à son implication sociale. De plus pour la majorité des intervenants, Radio-Québec devait s'orienter dans une perspective de promotion collective et non seulement individuel. Ce qui impliquait un changement complet d'orientations pour Radio-Québec qui, d'une optique étroite de diffuseur, caractéristique de son premier plan triennal, devait se concevoir comme un instrument de communication, d'éducation populaire et de développement culturel.

"Cette stratégie de promotion individuelle, qui en est une de statu quo, se traduit au niveau de la télévision de masse par le concept d'homme moyen. La télévision d'Etat est un service s'adressant uniquement à l'individu; on lui impose d'en haut, on lui apporte la culture à domicile, et ce, sans tenir compte de l'accès inégal aux ressources éducatives et culturelles selon l'origine sociale. En ne s'adressant qu'à l'homme moyen dans la solitude de son domicile, on ne s'adresse à personne en particulier et on impose à tous une vision, une approche: celle de la classe dominante. La télévision de masse, et surtout la télévision d'Etat, transmet aux individus, par l'intermédiaire des spécialistes, l'information et la culture officielles; elle a instauré un véritable monopole de la parole. La télévision n'est en aucun cas un instrument de communication permettant aux divers acteurs sociaux d'exprimer leurs points de vue."¹

Bref, les organismes populaires ont exprimé leurs attentes et besoins par rapport à Radio-Québec non pas en tant que spectateurs passifs mais en tant qu'utilisateurs de la télévision.

¹ ICEA. Le défi de Radio-Québec: démocratiser la télévision. Mémoire présenté à l'ORTQ lors des audiences publiques à Montréal les 28, 29 et 30 octobre 1975. Montréal. p. 6-7.

Ils ne se sont pas contentés de formuler de grandes critiques et de proposer de grands principes d'orientation, ils ont proposé un véritable modèle de rechange. De façon presque unanime, les régions ont vu dans la régionalisation le principal moyen pour en arriver à démocratiser l'accès aux ondes, et d'orienter le contenu en fonction des besoins du milieu.

"Centres régionaux de production et de ressources:

La démocratisation de Radio-Québec emprunte d'abord la voie de la régionalisation. L'implantation de centres régionaux de production peut seule permettre à la population et aux organismes représentatifs des classes populaires:

- d'orienter le choix des émissions et le contenu des messages véhiculés;
- d'être impliqués dans la production même;
- d'avoir accès aux ondes et aux équipements techniques pour exprimer leurs points de vue et ainsi intercommuniquer;
- d'avoir une formation reliée à leurs besoins individuels et collectifs."¹

Devant des demandes aussi précises et unanimes, Radio-Québec n'avait pas le choix et malgré l'écart énorme entre son approche de diffuseur et les attentes du milieu, Radio-Québec à partir de 1976 mit en place le processus de régionalisation. Ce mariage de raison n'a pas fait des enfants très forts! Pendant quatre ans, l'expérience de la régionalisation a piétinée et les régionaux las de l'attitude rigide de Radio-Québec qui

¹ ICEA. Consultation publique sur l'orientation de Radio-Québec. Rapport-synthèse des audiences tenues de mars à octobre 1975. Montréal, Annexe A.1.

finalement ne voulait céder aucun pouvoir, décidaient de contester la politique de régionalisation de Radio-Québec qui ramenait la régionalisation au développement de son réseau d'antennes. A nouveau, ils proposent à Radio-Québec un projet détaillé de structure régionale basée surtout sur l'autonomie régionale tant du point de vue de la programmation, de la production que de l'administration et sur la participation des régions à un comité décisionnel pour l'élaboration de la grille de programmation nationale, que l'Office refuse. Devant les pressions des régions, le gouvernement forme un comité de travail sur le développement de Radio-Québec. Les recommandations de ce comité confirme le mandat éducatif "au sens large" de Radio-Québec tout en ajoutant l'obligation pour Radio-Québec de produire des émissions d'éducation permanente s'adressant à des publics spécifiques, mais surtout il réaffirme le principe de la régionalisation. Ce rapport exprime, en effet, une volonté politique claire de voir Radio-Québec se régionaliser, par la prise en charge réelle de ce médium par le milieu. Cette dernière année, il semble que la régionalisation connaît un nouveau départ avec l'extension des antennes, l'implantation de comités régionaux, l'augmentation de la production régionale et la participation des présidents régionaux au conseil d'administration. Espérons que ça va durer!...

Radio-Québec s'entête dans la diffusion

Pendant des années, Radio-Québec diffuse une programmation éducative qui ne réussit pas à avoir un impact réel dans la population, parce qu'elle est précisément trop décrochée par rapport aux réalités concrètes. En fait pendant tout ce temps, Radio-Québec ne s'est pas départie d'un pouce de sa mentalité de diffuseur, qui d'en haut impose des savoirs, une culture, une façon de vivre.

Radio-Québec semble réduire l'interprétation de son mandat éducatif au sens large, comme étant la possibilité de s'imposer comme la troisième chaîne de télévision de masse, éducative ou pas. Ainsi peut s'expliquer le peu d'empressement et d'imagination que Radio-Québec a déployé pour renouveler la fonction sociale de la télévision, pour concrétiser la régionalisation, tenter de répondre aux multiples besoins éducatifs des adultes et pour développer une pédagogie de communication et d'éducation populaire.

Il ne suffit pas de s'adresser aux masses avec l'intention d'éduquer pour faire oeuvre d'éducation populaire. Nous croyons au contraire qu'il faut développer une pédagogie qui s'écarte du modèle éducatif magistral. Trouver une formule d'émissions populaires axées sur la conscientisation n'est certes pas facile, cependant nous croyons qu'il s'agit là d'une priorité car il en va de l'avenir de Radio-Québec. Au niveau de l'éducation

populaire, on ne part cependant pas à zéro, Radio-Québec devrait s'inspirer, au contraire, des acquis des organismes populaires dans ce domaine, en voici quelques points de repère. L'éducation populaire est essentiellement basée sur une pédagogie de projets et de développement. Les besoins d'éducation sont en effet fonction de démarches d'action. Pour trouver une solution à un problème, il faut en saisir les causes, analyser les données pertinentes, apprendre à mettre en oeuvre les moyens appropriés. Si Radio-Québec veut insérer son action éducative en fonction de cette dynamique sociale, il va falloir qu'elle développe des programmes éducatifs qui correspondent aux préoccupations concrètes des jeunes et des adultes en situation. Pour ce faire, Radio-Québec devra développer une collaboration avec les organismes sociaux concernés par les problèmes abordés.

3 - LES LACUNES DE LA PROGRAMMATION DE RADIO-QUEBEC

La marginalisation de la programmation régionale

Radio-Québec n'a jamais réussi à intégrer l'optique de la régionalisation dans son orientation et il semble qu'il en soit encore très loin malgré leur intention formelle de le faire. En effet, alors qu'il annonce dans le plan de programmation de cette année qu'ils vont accorder une attention particulière à cette question, dans les faits ce même plan ne reflète aucunement cette orientation.

Radio-Québec n'a jamais misé sur la programmation régionale pour réaliser ses principales orientations. Aussi étonnant que ça puisse paraître, il semble que pour Radio-Québec les émissions régionales ne sont pas vues comme un moyen de promotion culturelle. Dans ce domaine de la promotion culturelle, Radio-Québec (Oh paradoxe!) mise sur l'acquisition de documents venant de l'étranger.

"Encore en 1980-1981, la part du lion dans le domaine de la promotion de la culture générale du téléspectateur, nous viendra des documents acquis à l'étranger."¹

Dans un tel contexte, il va de soi qu'elles ne font l'objet d'aucune attention particulière au niveau de la publicité. Depuis de nombreuses années, elles sont diffusées toujours selon la même formule de chacun son tour, sans tambour ni trompette. Et cette année malgré l'intention exprimée dans la septième orientation du plan 1980-1981 (réf. Plan de programmation 1980-1981, p. 23 et 33) "d'assurer une meilleure intégration des émissions régionales" et d' "amplifier leur impact dans la grille de diffusion", ces émissions sont encore diffusées selon la même vieille formule et le même soir que l'an passé. Seule l'heure de diffusion a changée: 21h30 au lieu de 20h. C'est toute une amélioration!

La promotion collective, connaît pas!

Depuis quelques années, Radio-Québec accorde une très grande place à la "promotion de la compréhension et de la prise en charge individuelle des défis et problèmes de la vie quotidienne",

¹ Radio-Québec, Plan de programmation 1980-1981, p.20.

ce qui est fort bien. Toutefois, il nous apparaît anormal que la perspective de promotion de la prise en charge par des collectivités de problèmes relatifs à leurs conditions de vie et de travail, ne fasse pas aussi partie des orientations de Radio-Québec (réf. Plan de programmation 1979-1980, 1980-1981). Cette année, aucune émission portant sur des réalités sociales, comme le travail, le logement, l'éducation, etc..., n'est prévue à l'horaire. Il en sera question bien sûr à l'intérieur des émissions d'affaires publiques, mais là la perspective n'est pas la même. On ne part pas du vécu du monde, mais de l'événement et de ceux qui le font, c'est-à-dire des personnalités en place!

L'éducation permanente

Sans avoir fait une étude exhaustive des télévisions éducatives à travers le monde, on peut affirmer que la majorité des télévisions éducatives consacrent une part assez importante de leurs ressources à une programmation destinée à répondre à des besoins précis de formation générale et technique de groupes identifiés, agriculteurs, travailleurs(euses) de différents secteurs, ménagères, etc... Ces programmes sont en général préparés conjointement avec des éducateurs, les groupes concernés et le diffuseur. En tant que réseau éducatif, Radio-Québec se devait de développer une telle programmation, mais jusqu'à maintenant on en est resté au niveau des intentions. Suite à la recommandation du rapport du Comité de travail du CMPDC sur le développement de Radio-Québec (Rapport

Richer), à l'effet que Radio-Québec en plus de conserver son caractère éducatif au sens large, et de diffuser des émissions scolaires, produise et diffuse des émissions d'éducation permanente s'adressant à des publics spécifiques, Radio-Québec s'est engagé depuis deux ans à développer une programmation pour des émissions d'éducation permanente.

Cependant durant ces deux années, Radio-Québec n'a fait aucun effort particulier pour aller au devant des besoins et des demandes des différents organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation des adultes. Tout ce que Radio-Québec a fait pendant ces deux dernières années, c'est de fournir des services de diffusion à Télé-université (3hrs/sem) et à la Banque fédérale de développement ($\frac{1}{2}$ hre/sem) à la demande expresse de ces deux organismes.

Par un concours de circonstances, l'ICEA apprenait l'an passé l'existence d'un tel programme. Aussi un ensemble d'organismes, la CEQ, la CSN, la Ligue des droits et libertés, la FEP de l'Université de Montréal, le SEP de l'UQAM et l'ICEA proposèrent à Radio-Québec un projet de série sur l'histoire des mouvements ouvrier et populaire au Québec. L'objectif de cette série était de faire revivre la mémoire collective, de revaloriser l'histoire populaire et de développer une conscience historique.

Nous avons mis beaucoup de temps à préparer ce projet, mais ce n'est rien à comparer au temps que ça pris pour négocier avec Radio-Québec un protocole de collaboration; il a fallu négocier environ 5 mois avant d'en arriver à une entente. Cet été, la série se mettait en marche, la recherche pour le pilote était en voie d'être finalisée, et on apprend à la fin août que la série est arrêtée et reportée à une date indéterminée. Pour nous cette décision était inacceptable. Aussi il a fallu une rencontre spéciale des présidents des organismes avec le président de Radio-Québec pour remettre en marche la série; on voit bien que ce n'est pas une priorité.

Que l'on affecte des ressources importantes aux émissions à caractère culturel, aux affaires publiques, et à la vie quotidienne, nous en sommes, mais actuellement toutes les ressources sont concentrées dans ces secteurs. Il y a là un déséquilibre anormal. En fait Radio-Québec met le "paquet" sur des émissions qui se rapprochent le plus de celles diffusées par la télévision traditionnelle plutôt que de consacrer des efforts pour innover dans les domaines qui touchent son mandat spécifique.

Les acquis

Radio-Québec est-elle une télévision autre? ou simplement une autre télévision?

Bien sûr Radio-Québec, par l'absence de publicité, est une alternative face à Radio-Canada et à TVA. Il est enfin possible d'avoir accès à un programme de télévision sans devoir se farcir à toutes les huit minutes des tonnes de fromage fondu et de spaghetti, de bière et de savon et d'autres messages où alternent la constitution du pays et les artifices de Wonderbra. L'ICEA a déjà montré l'impact de l'agression permanente à domicile de cette publicité. Cependant le poids de la publicité dépasse le message publicitaire lui-même et les interruptions constantes des programmes. Elle pèse sur la programmation même par le biais de la valeur marchande de la cote d'écoute et du pouvoir sur le contenu que s'approprient ainsi les corporations commanditaires.

Or, si le tandem publicité-cote d'écoute n'opère pas à Radio-Québec son rôle réducteur, il y a un rapport cote d'écoute-poids du commanditaire qui, faute d'une distance critique organisée, risque tranquillement d'enligner Radio-Québec sur les deux autres chaînes: pour faire autant et aussi "bien" qu'elles.

Il importe en effet que l'absence de publicité à Radio-Québec puisse jouer à plein pour permettre de produire différemment des programmes différents et aussi de les diffuser aux meilleures heures d'écoute. Ainsi des séries apparemment plus dif-

ficiles, des productions liées à une région ou à un collectif pourraient être diffusées en "prime time". Dans cette perspective, autant il faut que Radio-Québec soit assuré d'un budget plus important, planifié et garanti, autant faut-il qu'il ne commence pas, via la publicité de prestige, à se mettre le doigt dans le tordeur réducteur et abrutissant qu'est le mode de financement de la télévision nord-américaine.

Si Radio-Québec glisse, comme il tend trop à le faire, vers le modèle standardisé, cette télévision n'aura plus de spécifique que sa référence à la société québécoise. Gain bien limité en effet s'il ne s'agit que de remplacer le festival de la pomme de Colombie Britannique par celui de Farnham.

Les émissions de vie quotidienne

Radio-Québec est le seul diffuseur à mettre autant d'accent sur les émissions à caractère plus éducatif traitant de la vie quotidienne:

- Au jour le jour (sur la santé physique et mentale);
- Ecoute donc quand j'te parle (dialogue parents-adolescents);
- Voyons donc (sur les stéréotypes et rôles sexuels);
- Dossiers santé (4 dossiers d'une heure sur le cancer, les maladies cardiaques, la dépression et les maladies vénériennes);
- Recours (sur la protection du citoyen);
- Moi (série reprise sur le développement de l'enfant).

Seulement on peut déplorer d'une part que cette excellente intention de Radio-Québec ait été grandement atténuée cette année à cause des nombreuses coupures effectuées dans la programmation originale 1980-1981, et d'autre part il est regrettable que cette priorité ne s'accompagne pas d'un effort aussi soutenu du côté des émissions portant sur les réalités socio-économiques.

La régionalisation

- La mise sur pied d'une structure décentralisée qui, par le biais des différents comités régionaux permanents, pourra exercer une influence réelle (nous l'espérons) sur les orientations et la programmation de Radio-Québec;
- L'apport d'émissions régionales-nationales qui, lorsqu'elles seront plus nombreuses et vraiment intégrées à la grille de Radio-Québec, viendront enrichir la programmation nationale et la rendre encore plus adaptée à la réalité québécoise.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Sans vouloir que Radio-Québec se limite à un cadre de programmation formellement éducatif, il nous semble nécessaire que Radio-Québec rééquilibre l'ensemble de sa programmation de façon à répondre davantage aux besoins éducatifs des adultes et ce, dans une perspective de promotion collective tout autant qu'individuelle. Pour ce faire, voici nos recommandations:

Radio-Québec doit:

- Développer davantage de programmes à l'intention des publics-cibles, afin de répondre à leurs besoins de formation continue. Ces programmes devront être préparés en collaboration avec les groupes visés;
- Promouvoir la prise en charge collective et non seulement individuelle des problèmes relatifs aux conditions de vie et de travail;
- Promouvoir le développement physique et manuel, tout autant que le développement intellectuel;
- Développer un programme de formation aux médias de façon à faciliter l'accès à la communication et à développer un esprit critique par rapport aux contenus véhiculés;

- Avec l'aide financière du gouvernement (MEQ) et en collaboration avec les organismes d'éducation populaire, procéder à une recherche-action en vue de développer une pédagogie de communication et d'éducation populaire.

Pour démocratiser l'accès aux savoirs et aux médias Radio-Québec doit:

- Axer en priorité son développement sur la régionalisation et affecter les budgets en conséquence et ce, afin que ce processus de régionalisation se fasse dans une perspective d'appropriation des médias par les usagers;
- Donner accès aux ondes aux organismes volontaires étant donné leurs acquis en éducation populaire et ce, à l'intérieur de la programmation régulière de même que par le mécanisme de temps d'antennes; (En Hollande tout le système est basé sur le régime d'accessibilité, afin de refléter les principales tendances politiques, sociales et religieuses de la population. Ainsi la plus grande partie de la programmation est assurée par des organismes publics à but non lucratif);
- Rendre accessibles aux organismes volontaires et aux maisons d'enseignement les productions audiovisuelles à portée et à caractère éducatif.

RECOMMANDATIONS A LA REGIE

Nous recommandons que les audiences de la Régie se tiennent aux deux ans. Cette consultation devrait porter à la fois sur la grille de programmation de Radio-Québec et sur les besoins et thèmes éducatifs que la population voudrait voir aborder.

Ces audiences devraient se tenir deux ou trois mois après le dépôt du plan de programmation. Ce plan de programmation devra être complet et diffusé largement afin de permettre aux organismes de se préparer en connaissance de cause.